

## **Limites des stratégies de réduction de la pauvreté: le cas de la province de Hoa Binh**

Mai Lan Phuong<sup>1</sup>, Université d'Agronomie de Ha Noi et Philippe Lebailly<sup>2</sup>, Université de Liège

### **Résumé**

Notre argument est qu'il existe des incompatibilités entre la politique et les pratiques locales dans la lutte contre la pauvreté. Il semblerait que la vie des habitants soit de plus en plus vulnérable et de plus en plus dépendante des aléas du marché. L'étude de cas de province de Hoa Binh montre que le fait de choisir les bénéficiaires en basant sur le seuil de la pauvreté monétaire nationale n'est pas convenable. Le mode d'exécuter les projets de lutte contre la pauvreté ne s'est pas basé sur les caractérisations de chaque région. Les petits paysans se voient dans beaucoup de cas contraints d'abandonner tout ou une partie de leurs terres forestières.

**Mots clés** : Pauvreté, stratégie de lutte contre la pauvreté, terres forestières

**JEL**: E1, D4

## **Limits of the poverty reduction strategies: The case of Hoa Binh province**

### **Abstract**

Our argument is that there are inconsistencies between policy and local practices in the poverty reduction programs. It seems that the life of the people is more vulnerable and more dependent on the instability of the market. The case study of Hoa Binh province indicates that the selection of beneficiaries for the poverty reduction programs based on the national poverty line cannot be suitable. The implementation of the poverty reduction programs was not based on the specific characteristics of each region. Smallholders are, in many cases, forced to abandon all or part of their forest areas.

**Keywords**: Poverty, poverty reduction strategies, forest land

---

<sup>1</sup> mlphuong611@gmail.com, Passage des Déportés, 2, B-5030 Gembloux, Belgique

<sup>2</sup> philippe.lebailly@ulg.ac.be, Passage des Déportés, 2, B-5030 Gembloux, Belgique

## 1. Introduction

Au début des années 1950, le développement était synonyme de "mise en valeur des pays". Aujourd'hui, il s'agit de mettre en valeur les individus, "people are assets", des actifs productifs (Mestrum, 2002). Par conséquent, l'objectif de la lutte contre la pauvreté est de créer des personnes libres et autonomes, propriétaires d'un capital physique, humain et social qui témoigne de leurs capacités. Autrement dit, la seule possibilité pour réduire la pauvreté est de faire en sorte que les pauvres eux-mêmes produisent des richesses. L'idée est donc de renforcer les capacités des pauvres par le biais d'un fonctionnement transparent des marchés, offrant un choix parmi divers fournisseurs de « services » sociaux garantissant la sécurité.

En 1999, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) ont lancé une initiative conjointe marquant une réorientation de leurs stratégies. Ainsi, tous les pays à bas revenus désireux de bénéficier d'une aide financière devaient préparer un programme de lutte contre la pauvreté, désigné en français sous le terme de Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP, en anglais PRSP). Les politiques d'aide au développement, désormais placées sous l'égide des DSRP, accordent aujourd'hui une place centrale à la lutte contre la pauvreté.

Depuis 1998, le Gouvernement vietnamien a lancé un programme d'aide auprès des ménages pauvres dans tout le pays. Puis, en 2001, ce programme s'est combiné avec un autre programme sur l'emploi et est devenu le Programme pour les objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et pour le développement de l'emploi. En mai 2002, le Premier Ministre du Vietnam a approuvé la Stratégie complète de croissance et de réduction de la pauvreté (CPRGS) sous le décret numéro 2685/VPCP-QHQT du Gouvernement. Ce document s'inscrit dans une phase de développement économique du pays. Cette phase a débouché sur l'établissement de la stratégie décennale de développement socio-économique et du plan quinquennal de développement socio-économique (PDSE) en vigueur au Viet Nam. En juillet 2002, ce document a été présenté au Bureau de la Banque Mondiale comme un Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP).

Parallèlement à ce CPRGS, le Gouvernement vietnamien a aussi exécuté le programme 135 pour développer le niveau économique et social des communes très pauvres. Ce programme s'est déroulé de 1998 à 2010. En 2008, la Résolution numéro 30a (NQ30a/2008/NQ-CP) a approuvé les programmes de réduction rapide de la pauvreté qui se concentrent sur les régions rurales, en particulier 61 districts pauvres du pays.

Dans la province de Hoa Binh, comme dans toutes les provinces du pays, les autorités ont aussi construit leur programme de lutte contre la pauvreté. Les objectifs et les activités de ce dernier sont basés sur ceux des CPRGS au niveau national et dépendent du montant total du budget octroyé par l'Etat.

Le programme vise les objectifs suivants: - améliorer les conditions de production des pauvres via des projets de crédit, de vulgarisation de techniques de production agricole, de développement de métiers divers afin d'augmenter leurs revenus; - améliorer la qualité du capital humain des pauvres via des interventions dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'habitat et de l'eau; - améliorer la capacité d'intervention des autorités.

Bien que le taux de pauvreté de la province de Hoa Binh ait diminué en termes absolus, notre étude montre que cela ne reflète pas une véritable réduction de la pauvreté, ni ne tient compte de la nature de la pauvreté. Malgré le développement des routes et un accès facilité à l'éducation, aux crédits, aux techniques, etc, il semblerait que la vie des habitants soit de plus en plus vulnérable et de plus en plus dépendante des aléas du marché. Les familles récemment sorties de la pauvreté peuvent retomber facilement dans la catégorie pauvre à cause de risques imprévisibles comme des accidents, des maladies, des catastrophes, etc. De plus, à cause des programmes d'assistance en faveur des pauvres, certains ménages préfèrent rester dans la catégorie pauvre pour bénéficier des aides.

Pour expliquer cette situation, dans le cadre de notre recherche, une question central se pose: Quelles sont les limites de stratégie de lutte contre la pauvreté? Etude de cas de deux communes de la province de Hoa Binh est un témoignage vivant pour répondre à ce question.

## 2. Revue de la littérature

Depuis la fin des années 1990 le discours sur la pauvreté a envahi une grande partie de la littérature sur le développement rural. Il y a eu beaucoup de chercheurs qui mettaient l'accent sur le lien entre extrême pauvreté le manque d'infrastructures et d'accès aux ressources pouvant couvrir les besoins fondamentaux.

Mais selon Mestrum (2002), ce discours ouvre une brèche pour la création d'une catégorie de « mauvais pauvres », ceux qui, à égalité de chance, n'arrivent pas à saisir les chances offertes par le marché. Selon cet auteur, le discours sur la pauvreté fonctionne comme un parapluie à l'abri duquel se cachent les réformes dont la mondialisation néolibérale a besoin.

Est-ce que le seuil de la pauvreté en monétaire est juste au point de vue éthique? Selon Edward, la pauvreté est clairement un phénomène multidimensionnel. Le seuil de la pauvreté de 1 USD/jour/personne de la BM donc peut être critiqué par conséquent pour son insuffisance et une mesure monodimensionnelle (Edward, 2006). Cependant, le Vietnam comme la plupart des pays utilise cette méthode pour mesurer leur taux de la pauvreté. On peut donc penser que le fait de l'utilisation et l'application du seuil de la pauvreté selon le niveau de revenu et consommation ne peut pas refléter la nature de la pauvreté du Vietnam, mais que au contraire cela a créé les conflits entre les bénéficiaires des politiques de lutte contre la pauvreté.

Houtart a aussi affirmé que la pauvreté possède des aspects qualitatifs : faible qualité de vie, difficulté d'accès à l'éducation et à la culture, absence d'hygiène, mais le problème est de savoir à quoi l'on attribue ces facteurs. On peut résumer que la pauvreté n'est pas un fait de nature (Houtart, 2005). Pour comprendre la pauvreté, il faut donc connaître le type de rapports sociaux existants et les mécanismes de leur reproduction, car la pauvreté se construit socialement. Cette injustice vient de ce que en fait les bénéfices de la croissance sont concentrés de manière excessive par une minorité. Le seuil de 1\$ n'est plus acceptable dans des situations où une petite minorité voit ses revenus croître chaque année de plusieurs milliers de dollars. On ne peut pas avoir une vision statique de la pauvreté dans une société où les paramètres de la richesse et de la pauvreté sont interdépendants dans un contexte de changement rapide. L'idéologie de la croissance justifie les inégalités par la nécessité de permettre aux investisseurs d'avoir des revenus élevés. Mais en fait une grande partie de ces revenus élevés sert surtout à assurer une consommation toujours plus large de la minorité riche. C'est une croissance qui crée de nouvelles situations de pauvreté endogènes à sa logique, de nouvelles formes d'exclusion et de marginalisation, notamment à cause de la promotion de nouvelles images de référence sociale liée à la consommation des riches. Donc elle entraîne de nouvelles tensions sociales et des revendications qui vont à l'encontre de la dignité humaine : être obligé de se revendiquer comme pauvre pour être aidé (Peemans, 2011).

Selon Mestrum (2002), la lutte contre la pauvreté que proposent les organisations internationales est la pièce maîtresse de leurs politiques néolibérales. Elle permet de démanteler les protections sociales existantes. Elle met un terme au projet de développement national ambitieux. Elle met sous tutelle les pays pauvres dont toutes les politiques et toutes les réformes sont passées au crible des organisations de Bretton Woods. Elle affirme le besoin d'un nouvel ordre mondial de plus en plus privatisé au nom de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté. Elle laisse intact ou essaie de rétablir un ordre social "naturel". Elle met en perspective un monde unifié mais dual où les pauvres devraient devenir les alliés des riches pour combattre les privilèges des classes moyennes trop protégées par les États.

En Asie du Sud-est, après la crise de fin année 1990, tous les pays se sont engagés à prendre de nouvelles mesures pour réduire la pauvreté. Selon Peemans (2011), la crise a été l'occasion du retour du discours sur la pauvreté, estompé dans les deux décennies précédentes par celui sur les succès de la croissance, précisément dans la réduction de la pauvreté.

Le discours sur la pauvreté s'est toujours inscrit fait dans le sillage de la théorie de la modernisation établissant un lien étroit entre sous-développement, arriération des régions rurales et pauvreté.

### **3. Méthodologie**

Le Vietnam se compose de 8 régions principales. La région de travail de thèse est la région montagneuse du Nord-Ouest. Le taux de la pauvreté de la région montagneuse du Nord-Ouest est le plus élevé parmi les 8 régions. Il est de 39,4%.

Dans la région montagneuse du Nord Ouest, la province de Hoa Binh a été choisie. Parmi les 10 districts de la province de Hoa Binh, deux districts (district Da Bac et district Cao phong) sont choisis pour faire l'analyse parce qu'ils rassemblent les caractéristiques de Hoa binh. Ces deux districts se situent dans la zone de haute montagne, de part et d'autre du centre ville de Hoa Binh. Dans chaque district, j'ai choisi une commune représentative du district : la commune de Tu ly (Da Bac) et la commune de Xuan Phong (Cao Phong). Il y a trois raisons principales au choix de ces deux communes : le taux de pauvreté de deux communes est élevé à Tu Ly (50,43%) et à Xuan Phong (55,28%); la superficie boisée est élevée à Tu Ly

(73,80%) et à Xuan Phong (88,17%); les groupes ethniques de Tu Ly sont divers (les Muong représentent 50%, les Kinh (17%), les Tay (12%), les Dao (17%) et les Thai (4%). Dans la commune de Xuan Phong, la majorité vient du groupe de Muong (98,5%), 1,5% se compose de Kinh et de Thai

Les données de la thèse sont collectées sur base d'une enquête multidimensionnelle afin d'établir des indicateurs couvrant les différents aspects des conditions de vie des ménages.

Il faut tenir compte des aspects sociaux, culturels, institutionnels, environnementaux, autant que des éléments économiques (production, techniques, consommation, revenus) et démographiques (natalité, mortalité) qui sont souvent les seuls éléments retenus.

Sur la base d'un échantillon un questionnaire ouvert a été élaboré pour les entretiens chez les enquêtés. Cet entretien a été orienté par les objectifs généraux de la recherche, tout en restant ouvert pour être à l'écoute du point de vue des enquêtés.

Me basant sur le seuil de la pauvreté<sup>3</sup> établi par le MOLISA<sup>4</sup> et qui est appliqué pour la période 2006-2010, j'ai choisi 120 ménages qui sont divisés par 4 groupes dans les deux communes pour faire l'enquête.

Deux communes : 120 ménages qui sont divisés en 4 groupes: le premier groupe (A) est pauvre de manière persistante, c'est-à-dire que ce sont des ménages qui sont pauvres pour toutes les dates où les données sont disponibles; le deuxième groupe (B) comprend les pauvres transitoires qui ont un revenu moyen supérieur au seuil de pauvreté mais qui sont parfois pauvres. Ou bien les ménages qui viennent de sortir de la pauvreté mais leur revenus sont à proximité du seuil de pauvreté; le troisième groupes (C) a un niveau de revenu moyen; le dernier groupe (D) a un niveau de revenu qui est très supérieur au seuil de pauvreté.

#### **4. Identification des ménages pauvres au Vietnam et des bénéficiaires des stratégies de lutte contre la pauvreté.**

##### **4.1. Identification des ménages pauvres au Vietnam**

En effet, il n'existe pas les pauvres clairement définie et identifiable. Passé des dizaines années de lutte contre la pauvreté, nous pouvons constater qu'en fait la pauvreté est plutôt la question d'inégalité au niveau de la société tout entière. Ce sont les écarts entre les classes supérieures et inférieures plus tôt de tenter de décrire "les pauvres". La pauvreté n'est pas un problème individuel.

Au Vietnam, avant la révolution d'août 1945, la surface de terre cultivée était l'indicateur principal pour classer les catégories de population. Les « Ban nong » – paysan pauvre - et « Co nong » - paysan très pauvre- étaient la classe sociale la plus pauvre dans la communauté parce qu'ils n'avaient pas assez de terre pour assurer la sécurité alimentaire. Le nombre de familles qui n'avaient pas de terre représentait 62 % de la population. Les catégories « Propriétaire foncier » et « colonialiste » représentaient 4 % de population mais avaient la moitié de la terre cultivée.

Dans la période après la révolution d'août, il n'y avait pas de seuil de la pauvreté, la notion d'exclusion sociale n'existait pas encore. Les pauvres étaient considérés comme un groupe qui avait ses problèmes de vie comme tous les autres groupes qui ont aussi leurs problèmes. Il n'y avait pas encore le politique supposé de "soulager la pauvreté", ni les critères nationaux concrets pour discriminer les couches sociales. Théoriquement la redistribution des terres des coopératives, s'est faite sur une base très égalitaire, en attribuant les superficies en fonction de la taille des familles

Depuis l'année 1992 jusqu'à aujourd'hui, nous pouvons observer la complexité dans l'application du seuil de la pauvreté monétaire, vu les critères de la BM. Tous les 5 ans, le Gouvernement vietnamien change le seuil de la pauvreté à la hausse en se basant sur la croissance du PIB, l'augmentation du salaire minimum et l'augmentation du revenu et des dépenses moyennes par personne. Deux organisations mesuraient la pauvreté. L'un était le Bureau de Statistique Général (BSG) (*en anglais GSO : General Statistique Office*), l'autre était le Ministère des Travailleurs, Invalides et Affaires Sociales (MTIAS, *en anglais : MOLISA*). Les deux organisations utilisèrent l'approche monétaire de la Banque mondiale pour analyser la pauvreté du pays. A partir de l'année 2001, le MTIAS collabore avec le BSG pour calculer le seuil de la pauvreté.

---

<sup>3</sup> Pour les régions rurales, les foyers sont considérés pauvres si le revenu moyen est en-dessous de 200.000VND/personne/mois (11,25USD) soit 2.400.000VND/personne/an (134,83 USD). Pour les régions urbaines, les foyers pauvres sont ceux qui ont un revenu inférieur à 260.000VND/personne/mois (14,61USD) soit 3.120.000VND/personne/an (175,28 USD)

<sup>4</sup> Ministry of Labor Invalids and Society Affairs.

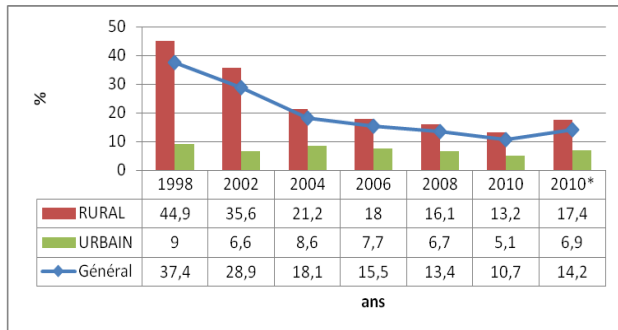


Figure 1: Evolution du taux de pauvreté au Viet Nam

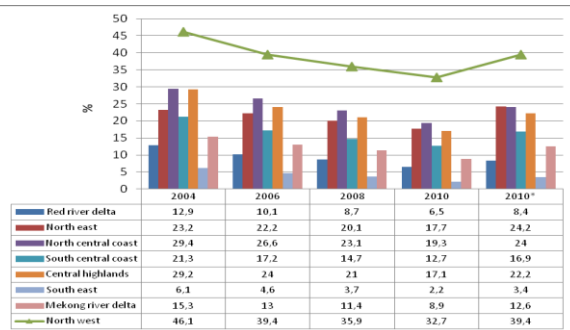


Figure 2: Taux de pauvreté au Viet Nam selon les régions

Dans la période 2001- 2005, le seuil de la pauvreté était 150.000 VND/mois/personne pour les régions urbaines et de 80.000VND pour les régions rurales. De 2005 à 2010, le seuil de la pauvreté avait augmenté celui de 200.000 VND/mois/personne pour les régions rurales et de 260.000 VND/personne/mois pour les régions urbaines. A partir de l'année 2010 jusqu'à 2015, le seuil de la pauvreté est de nouveau modifié. Dans les régions rurales: 400.000 VND/personne/mois et dans les régions urbaines : 500.000 VND/personne/mois. Tous les ménages qui ont leurs revenus inférieurs au niveau de pauvreté national sont considérés comme pauvres.

Le seuil de la pauvreté est calculé en fonction des besoins journaliers : nourriture de base, habillement et fournitures ménagères, etc...

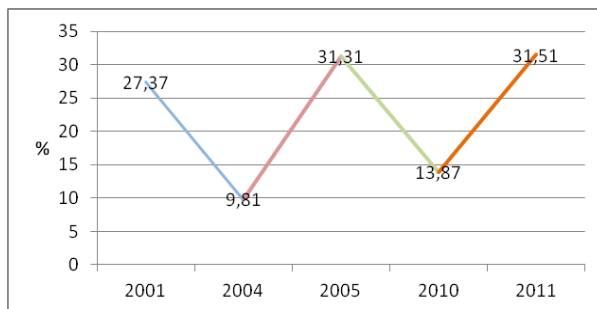


Figure 3: Taux de pauvreté de Hoa Binh

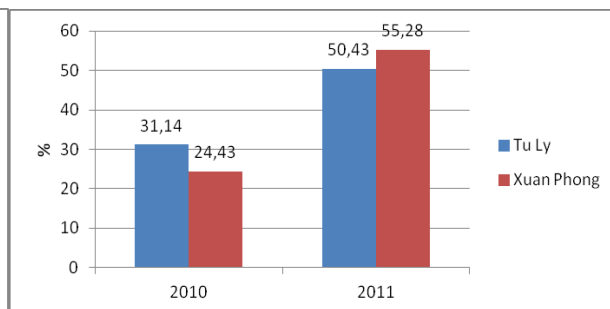


Figure 4: Taux de pauvreté de Tu Ly et de Xuan Phong

Comme tous les cinq ans, le Vietnam révisé sa ligne de la pauvreté à la hausse. Cela donne lieu à une curieuse évolution en dents de scie de la réduction de la pauvreté à Hoa Binh (figure 3). Les chiffres de la pauvreté à Hoa binh montrent bien que le nombre de "nouveaux pauvres" est supérieur aux "anciens pauvres". Les ménages pauvres ne sont plus pauvres par rapport à leur vie antérieure mais leur situation de pauvreté existe toujours dans leur vie actuelle. Cela montre que les ménages pauvres sont toujours en retard et que les stratégies qui luttent contre la pauvreté ne satisfont que les besoins des ménages pauvres à court terme.

Pour déterminer les ménages pauvres, le MTIAS a construit un réseau province-district-communes-villages. D'abord, les chefs des villages prennent en charge pour faire la liste de ménages pauvres selon introduction de MTIAS. Puis le BTIAS de la commune rassemble toutes les listes de ménage pauvre des villages pour calculer le taux de pauvreté communal. Ensuite toutes les listes de ménages pauvres communaux sont rassemblées pour calculer le taux de pauvreté du district par le BTIAS du district. Le STIAS calcule le taux de pauvreté de la province en basant sur les statistiques de pauvreté des districts. Enfin, le résultat du taux de pauvreté de chaque province est envoyé à MTIAS pour calculer le taux de la pauvreté du pays.

Au niveau de la commune, nous pouvons constater que les chefs de villages ainsi que les responsables communaux jouent un rôle très important pour déterminer des chiffres précis du taux de pauvreté des habitants.

Dans la réalité, le calcul du revenu des familles - surtout les familles rurales - n'est pas du tout facile. Comment peut-on demander à une famille rurale de se souvenir de toutes ses recettes et de toutes ses dépenses pendant toute une année, et surtout si la source de ses recettes est diverse et très instable ? Par exemple, il y a les paysans qui ont du travail non régulier. Certains mois ils ont plus ou moins 15 jours de travail, mais il y a aussi des mois ils n'ont pas du tout de travail ou parfois le paiement se fait en repas. Il est alors impossible d'avoir un chiffre précis au niveau du revenu.

Les personnes qui s'occupent de l'enquête devrait être plus compétentes qui peuvent maîtriser le questionnaire pour que les informations acquies soient exacts. Toutefois, dans les communes étudiées, ce sont les chefs de villages qui ont pris en charge de l'enquête. Il est indéniable les chefs des villages connaissent bien et comprennent tous les détails de la réalité quotidienne de leurs villages, mais comme leurs niveau de d'éducation sont très bas, les données donc acquies ne sont pas justes.

D'ailleurs, jusque récemment, le calcul du revenu et des dépenses était basé sur les prix en vigueur dans les communes, tandis que le seuil de la pauvreté de 200.000VND/mois/personne était calculé sur le prix moyen de toutes les régions rurales du Vietnam. C'est pourquoi on peut avoir de sérieux doutes sur la pertinence du chiffre de pauvreté des communes selon ce seuil.

D'autre part, il y a toujours la différence entre les chiffres calculés et les chiffres présentés dans le rapport des communes. Ce changement dépend en fait du contexte de décisions de la politique de la commune, qui pousse les évaluations dans des directions opposées. Il y a deux raisons principales à cette contradiction : l'une est la « maladie de résultat » due au fait que le chef de la commune a tendance à diminuer le taux de la pauvreté pour montrer que son plan de développement économique social est atteint. L'autre raison est le souci l'attirer des investissements des Organisations Gouvernementales et non Gouvernementales en proclamant : « nous sommes encore très pauvres, nous avons besoin d'aide ».

#### **4.2. Qui ont besoin d'aide les ménages pauvres ou les ménages non pauvres mais vulnérables?**

Les politiques de lutte contre la pauvreté, sans être formulées expressément, ont créé des conflits d'intérêt entre les groupes pauvres et non pauvres. Deux ménages peuvent présenter le même niveau de vie mais une vulnérabilité très différente, et dans ce cas, ils n'ont pas besoin du même type d'aide.

A travers la comparaison entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres (selon le seuil de pauvreté) mais très vulnérables, nous constatons que les trois premiers groupes de ménages A, B et C ont le même problème au niveau de la sécurité alimentaire et des conditions de vie similaires. C'est pourquoi le fait de choisir seulement le groupe se baser sur le seuil de pauvreté pour attribuer les subventions du Gouvernement n'est pas pertinent.

#### ***Le capital humain***

Au Vietnam, après un boom des naissances dans les années 60, la politique fut d'encourager la mise-en-œuvre d'un planning familial pour limiter la natalité. C'est pourquoi, à présent, la taille moyenne des ménages dans les deux communes étudiées est évaluée à 4,7 personnes et la main-d'œuvre moyenne par ménage est de 3 personnes. L'âge moyen du chef de ménage est d'environ 42-43 ans et son niveau d'éducation moyen est l'école primaire. Il n'y a pas de différence notable entre les groupes de ménages.

Si avant les familles pauvres étaient des familles avec peu de travailleurs actifs et beaucoup d'enfants, maintenant ce n'est pas toujours le cas. Il y a toujours des familles pauvres dont les travailleurs actifs sont paresseux.

En général, les trois premiers groupes rencontrent les mêmes obstacles au niveau du capital humain. Un niveau d'éducation limité, un manque de connaissance dans les activités de production, des doutes et des habitudes ancestrales au niveau de l'activité agricole sont aussi les facteurs qui empêchent le développement de la capacité des paysans.

#### ***Possession foncière***

L'observation au niveau de la commune montre qu'il n'y a pas d'inégalités dans la redistribution de rizières entre les catégories à cause de la loi foncière surtout entre les groupes A et B. Toutefois, il existe actuellement des jeunes couples et des couples qui ont immigré et qui n'ont pas de terre cultivée à cause de cette politique. Au niveau des terres boisées, une inégalité dans la redistribution a émergé parce que les ménages des groupes A et B ont toujours des difficultés au niveau du temps et des capitaux pour investir dans la culture forestière tandis que leur capacité d'autosuffisance alimentaire est encore très basse.

**Tableau 1 : Caractéristiques des terres cultivées des ménages étudiés**

	Groupe A		Groupe B		Groupe C		Groupe D	
	1	2	1	2	1	2	1	2
Saisonnier								
Tu Ly								
% de ménages ayant des terres de rizière	53,33	66,67	60,00	80,00	53,33	73,33	66,67	66,67
Surface moyenne des cultures de rizière par ménage (m <sup>2</sup> )	1207,6	1305,6	1456,1	1554,4	1680	1092	2124,3	2328,3
Minimum	300	300	500	500	500	720	600	900
Maximum	2400	2400	3042	3042	3000	3000	4170	5170
Xuan Phong								
% de ménages ayant des terres de rizière	100,00	86,67	100,00	86,67	100,00	80,00	93,33	73,33
Surface moyenne des cultures vivrières par ménage (m <sup>2</sup> )	673,7	884,8	1040,9	1659	1271	1153	1747,7	2372,1
Minimum	100	100	560	150	800	869	740	1740
Maximum	1500	1500	2400	3600	2000	2056	3000	3100

Source de l'enquête en 2009 (1: printemps ; 2: été)

Le tableau 1 montre que la superficie moyenne de terre agricole possédée par les ménages étudiés est exiguë à cause d'une topographie compliquée dans les deux communes. La capacité d'autosuffisance en céréales des ménages est fortement liée au nombre et à la qualité de parcelles de terre possédées, tandis que la terre cultivée en moyenne par ménage dans les deux communes est très limitée. La superficie agricole moyenne potentielle par ménage habitant la commune de Tu Ly est de 0,15 ha et de 0,13 ha dans la commune de Xuan Phong. Toutefois, le nombre de ménages possédant des cultures vivrières dans la commune de Xuan Phong est plus important que dans la commune de Tu Ly parce que la population de cette commune est plus importante que celle de la commune de Xuan Phong. Si on compare les terres agricoles moyennes des ménages entre les groupes de famille, on constate que l'écart entre les familles n'est pas évident. Toutefois, l'écart entre le minimum et le maximum de terres agricoles est remarquable. La superficie minimum cultivée par ménage de la commune de Tu Ly est de 0,03 ha et 0,01 ha pour la commune de Xuan Phong et la superficie maximum est de 0,5 ha dans la commune de Tu Ly et 0,36 ha dans la commune de Xuan Phong.

**Tableau 2 : Superficie des terres boisées des ménages étudiés**

	Groupe A		Groupe B		Groupe C		Groupe D	
	TL	XP	TL	XP	TL	XP	TL	XP
Superficie de terres forestières moyenne par ménage (ha)	1,03	0,88	1,46	0,86	1,57	0,7	3,48	1,9
min (ha)	0,3	0,2	0,3	0,05	0,3	0,2	0,5	0,4
max (ha)	2,5	3	5	2	4	2	14	6,2
% de ménages ayant des terres forestières	73,33	40,00	73,33	60,00	80,00	86,67	80,00	60,00

Source de l'enquête en 2009

En termes de possession en terres boisées entre les familles des différentes catégories, la différence la plus remarquable se situe entre le groupe D et les autres groupes A, B et C. Le taux des ménages possédant des terres boisées est important (tableau 2).

### ***Le capital financier***

Le revenu d'un ménage étudié provient de trois sources principales: la culture, l'élevage et des activités extra-agricoles<sup>5</sup>. Les paysans ont toujours des difficultés pour se souvenir de leurs revenus sur un an parce que leurs revenus sont très divers et non réguliers. Par exemple, hors des revenus des activités principales comme l'élevage, la culture et le salaire, les paysans gagnent aussi de l'argent en travaillant pour d'autres personnes ou grâce aux produits qu'ils collectent dans la forêt. Mais ces activités n'ont pas lieu

<sup>5</sup> Les activités extra-agricoles sont les petits commerces, la main-d'œuvre agricole pour d'autres exploitations ou pour la construction, les employés dans des entreprises, les fonctionnaires du gouvernement dans la commune...

fréquemment, il est difficile d'avoir de vrais chiffres. Mais malgré cela, ces activités contribuent en grande partie au maintien de la vie quotidienne des ménages.

**Tableau 3 : Ressources financières en 2009 et rôle de chaque activité dans sa contribution au revenu total des ménages**

(indicateur : %)	%	1*	2	3	4
Production issue des cultures	100,00	73,33	20,00	6,67	0,00
Élevage	89,17	24,30	56,07	17,76	1,87
Forêt	40,83	0,00	12,24	53,06	34,69
Petit commerce	8,33	0,00	60,00	20,00	20,00
Aide occasionnelle moyennant une rémunération	45,83	14,55	34,55	30,91	20,00
Salaires	14,17	11,76	11,76	52,94	23,53

Source : enquête 2009 (\*1, 2, 3, 4 correspondent à l'ordre d'importance dans les revenus des familles)

Le tableau montre le nombre de ménages ayant des revenus provenant de différentes sources. Via le tableau on peut constater que la plupart des familles obtiennent un revenu grâce à la production de leur culture (100% des ménages) et leur élevage (89,17%). Les petits commerces constituent une partie considérable du revenu d'une minorité des familles étudiées. Le taux de ménages ayant des revenus provenant de la forêt (comme la culture du bois et le rassemblement de produits non ligneux) est de 40,83%. Les travaux non réguliers dépendent totalement des besoins sur le marché. Toutefois, le taux des ménages qui retirent l'argent de l'activité saisonnière ou journalière est remarquable et atteint 45,83%.

Considérant sa part importante dans le revenu des ménages, la culture agricole est classée en tête. En dehors de la culture rizicole pour l'autoconsommation des ménages, la culture du maïs et de la canne à sucre apportent des revenus importants aux ménages.

### Autoconsommation alimentaire

Les problèmes de production des denrées alimentaires ont longtemps été considérés comme la cause majeure de la famine. En effet, l'accès à la nourriture pour un ménage dépend de ses capacités en termes de production. C'est pourquoi les facteurs tels que l'accès à la terre et le niveau de revenus sont pris en compte dans l'analyse de la capacité d'un ménage à accéder à la nourriture.

**Tableau 4 : Niveau d'autosuffisance en céréales des ménages en 2009**

	Tu Ly				Xuan Phong			
	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
% des ménages devant acheter du riz supplémentaire pour leur consommation	93,33	60,00	60,00	66,67	100	80,00	100	53,33
<i>Dont :</i>								
% des ménages devant acheter du riz pour une période inférieure à 6 mois	57,62	66,67	35,56	50,00	80,00	100,00	100,00	87,5
% des ménages devant acheter du riz pour une période supérieure à 6 mois	6,67	0,00	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00
% des ménages devant acheter du riz toute l'année	35,71	33,33	44,44	50,00	0,00	0,00	0,00	12,50

Source : enquête 2009

Le tableau 4 montre la capacité d'autosuffisance en céréales des différents groupes de ménages. Le pourcentage de ménages devant acheter du riz supplémentaire pour sa consommation personnelle représente un chiffre important et il n'y a pas de différence majeure entre le groupe le plus pauvre et les autres groupes. Les ménages qui doivent acheter du riz pour les 12 mois de l'année sont les ménages qui ont très peu de terres à cultiver et de rizières.

Toutefois, si nous observons l'ensemble, nous constatons que le taux de ménages de la commune de Xuan Phong qui ne sont pas autosuffisants en céréales est plus important que celui de la commune de Tu Ly. Cela s'explique par le fait que la superficie de terres cultivées par ménage de la commune de Tu Ly est plus élevée que celle de la commune de Xuan Phong.



**Tableau 5 : Dépenses quotidiennes des ménages en 2009 (en 1000 VND)**

Dépense pour	Tu Ly				Xuan Phong			
	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
Nourriture quotidienne moyenne par ménage	7006,4	10200	12600	12763,6	3073,8	4983,7	4333,3	13020
Maximum	14400	28800	21600	36000	10800	14400	10800	28800
Minimum	1500	4800	7200	7200	720	1080	1080	3600
Dépense annuelle moyenne	19075,9	23724,8	40491,7	33462,7	9873,1	10108,6	8492,3	22882,7

Source : enquête 2009

Si on compare le niveau moyen des dépenses des ménages des deux communes étudiées (tableau 5), on constate que le niveau des dépenses pour la nourriture quotidienne de Tu Ly est plus haut que celui de Xuan Phong. Il semble que le niveau de vie des ménages de la commune de Xuan Phong est plus basse que celle de la commune de Tu Ly. Si on compare les dépenses moyennes en nourriture quotidienne par ménage, on constate une différence entre les groupes de ménages étudiés. Mais le chiffre des dépenses minimum et maximum montre que parfois le montant d'argent dépensé par les ménages du groupe A pour leur vie quotidienne est plus haut que celui des autres groupes. Dans le groupe A de Xuan Phong et de Tu Ly, il y a des ménages qui dépensent un minimum de 2000 VND à 4000VND par jour pour acheter de la nourriture. Cela montre que la qualité de leurs repas est très basse.

Malgré que les groupes A et B dépensent moins pour la nourriture quotidienne, l'argent dépensé représente déjà presque la moitié des dépenses des ménages pour leur vie quotidienne sur l'ensemble de l'année 2009.

**Tableau 6 : Stratégies des ménages dans l'achat de produits alimentaires lorsque les revenus réguliers sont insuffisants**

	Tu Ly (%)				Xuan Phong (%)			
	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
Achat à crédit	53,33	53,33	53,33	20,00	26,67	-	20,00	-
Emprunt	20,00	20,00	33,33	6,67	46,67	33,33	46,67	-
Vente de produits de la forêt	0,00	-	-	-	13,33	-	13,33	-
Vente d'autres produits	0,00	-	-	20,00	7,67	66,67	-	-
Emploi journalier	53,33	-	-	-	73,33	-	86,67	33,33

Source : enquête 2009

Si les ménages n'ont plus l'argent ni d'aliments, comment font-ils pour survivre ? Le tableau 6 montre les stratégies différentes adoptées par les ménages. La plupart des ménages choisissent d'acheter à crédit. Cela prouve une cohérence sociale forte entre les personnes des régions rurales au Vietnam. Normalement les ménages peuvent acheter à crédit de la nourriture pendant une à quatre semaines. Peu de ménages stockent des produits pour les vendre. Le taux de ménages qui vont dans la forêt pour rassembler les produit non ligneux se concentre surtout dans la commune de Xuan Phong. Le taux de ménages qui prend des emplois journaliers est plus haut dans la commune de Xuan Phong que dans celle de Tu Ly.

### 5. Mode d'exécution des stratégies de lutte contre la pauvreté

95% des paysans disent que la condition de vie des gens des deux communes s'est améliorée très nettement grâce aux changements au niveau des infrastructures, de l'éducation et de la santé. Il n'y a pas de doute quant aux avantages apportés par les aides en développement. Celles-ci contribuent à la croissance économique, à la diminution de la pauvreté et au développement social.

Dans cette partie, nous concentrons aux deux types des projets qui visent à améliorer le crédit et leurs connaissances des paysans.

#### *Changements en matière de crédit*

Le rôle du crédit est indéniable, surtout depuis la réhabilitation de l'économie familiale. En 2002, le Gouvernement vietnamien a approuvé l'arrêté n°78/2002/ND-CP sur le crédit donnant priorité aux pauvres. Selon cet arrêté, les ménages pauvres ont le droit d'emprunter de l'argent à la Banque des Pauvres (aussi connue sous le nom de Banque des Politiques Sociales) pour investir dans la production ou pour payer les frais d'études de leurs enfants. Les associations des paysans, des femmes, de la jeunesse et des vétérans se portent garant pour leurs membres pour emprunter de l'argent auprès de la Banque des Politiques Sociales (BPS). Il existe 6 types de prêt proposés par la BPS qui sont basés sur les objectifs de l'emprunt. Les objectifs sont les suivants : réduction de la pauvreté; encouragement à l'éducation;

encouragement à l'exportation de main-d'œuvre; développement des activités de production et du commerce; protection de l'environnement et amélioration de l'habitat.

Pour gérer les crédits, chaque village crée un groupe de crédit. Il y a 12 groupes de crédit dans chaque commune. Pour pouvoir emprunter de l'argent auprès de la BPS, les paysans doivent appartenir à groupe de crédit. Les associations de paysans, de femmes, de la jeunesse et des vétérans prennent en charge le suivi des activités d'investissement et de collecte des intérêts. Chaque association est responsable de 3 groupes de crédits.

**Tableau 7: Taux des ménages étudiés ayant un crédit**

	Xuan Phong		Tu Ly	
	Quantité	%	Quantité	%
Nombre de ménages étudiés	30		30	
Nombre de ménages empruntant un crédit à la Banque des Politiques Sociales	11	44,00	16	76,19
- Groupe A	9	81,82	9	56,25
- Groupe B	2	18,18	3	18,75
- Groupe C	0	0,00	2	12,50
- Groupe D	0	0,00	2	12,50
Somme moyenne empruntée par ménage (1000 VND)	9,2		15,2	
Min	7		10	
Max	30		50	

Source: enquête 2010

Selon le tableau 7, on constate que le taux des ménages appartenant au groupe A et ayant emprunté de l'argent auprès de la banque des Politiques Sociales est le plus haut sur deux les deux communes étudiées. Dans la commune de Xuan Phong, la plupart des ménages du groupe A ont emprunté entre 5 et 7 millions VND pour acheter un buffle. Les groupes qui empruntent de 10 à 30 millions VND investissent dans des activités de culture de canne à sucre. Dans la commune de Tu Ly, la somme d'argent empruntée est plus importante que celle dans la commune de Xuan Phong. Selon l'avis des paysans, l'argent emprunté est investi dans l'élevage ou la sylviculture. L'investissement dans l'élevage est d'environ 10 millions VND et celui dans la sylviculture est de 20 à 30 millions de VND.

Selon les paysans, l'accès au crédit est plus facile par rapport à avant. Toutefois la durée d'emprunt est courte.

Certains ménages ont le droit d'emprunter des crédits, cependant ils ne savent pas comment gérer ce crédit.

En résumé, malgré les différentes offres de crédit, les ménages étudiés manquent toujours d'un capital d'investissement car leurs accumulations en production restent très faibles. D'ailleurs, certains ménages n'osent pas emprunter de l'argent à la banque parce qu'ils ont peur de ne pas avoir la capacité de le rembourser ou bien ils n'ont pas de biens à hypothéquer. Les paysans empruntent souvent de l'argent à leurs voisins ou bien à des personnes de leur famille. Toutefois, ces crédits sont toujours petits et le temps d'emprunt est court. Ces emprunts répondent seulement aux besoins sur le court terme mais ne sont pas utilisés pour la production. Au niveau de la production, les paysans n'ayant pas d'argent pour acheter des intrants, achètent souvent à crédit et remboursent après la récolte.

### ***Amélioration des connaissances des paysans***

Le développement du capital humain est aussi au cœur du programme de lutte contre la pauvreté au Vietnam. L'investissement dans la vulgarisation des techniques de production agricole constituent un pan essentiel des politiques d'élimination de la pauvreté.

Dans cette partie, les interactions sociales sont mises en avant pour bien montrer le rôle des associations sociales, et en particulier celui des associations paysannes qui permettent aux paysans d'agir plus efficacement au niveau de leur production grâce à l'augmentation de la productivité des ressources.

La vulgarisation des techniques de production agricole est reconnue par la majorité des scientifiques agricoles comme un élément important du développement agricole. L'investissement dans la recherche, la vulgarisation et l'enseignement agricole se traduisent par une augmentation régulière de la productivité agricole.

La vulgarisation agricole et sylvicole joue un rôle important auprès des ménages pauvres pour sortir de la pauvreté. Les programmes de vulgarisation font partie des programmes de lutte contre la pauvreté au Vietnam, comme le programme CPRGS, le programme 135 et le programme 30a. C'est pourquoi, il est

difficile pour les paysans de reconnaître qu'ils sont les bénéficiaires de tels programmes. D'ailleurs, il n'y a pas de coordination entre les programmes. Les activités sont donc souvent répétées et les ressources utilisées pour réduire la pauvreté ne sont pas efficaces.

Au début, les paysans évaluaient positivement ces formations agricoles car elles répondaient à leurs besoins. Par exemple, avant, les paysans ne connaissaient pas le calendrier de culture, mais maintenant ce calendrier est bien construit et diffusé dans les communes. Les formations fournissent souvent les informations nécessaires au début de chaque saison de culture pour aider les paysans dans la production. Toutefois, ces dernières années, il n'y a pas eu de mise-à-jour des formations et celles-ci ne prennent pas en compte les besoins essentiels des ménages pauvres.

Est-ce qu'après la formation les paysans appliquent les connaissances acquises? Selon les paysans, c'est difficile d'appliquer toutes les techniques apprises parce qu'ils n'ont pas assez de ressources financières.

La manière de cultiver des paysans est très influencée par les coutumes et les habitudes, ce qui rend difficile l'approche de nouvelles techniques. Selon les paysans, ils ne peuvent pas appliquer la façon de fumer les engrais parce que c'est trop cher et ils ne possèdent pas assez de capital financier.

D'ailleurs, certains paysans participent aux formations de vulgarisation dans le seul but de recevoir les subventions car les formations ne répondent pas à leurs besoins.

Comme il y a souvent du retard dans l'octroi des budgets, les formations sont parfois seulement organisées pour dépenser l'argent prévu sur l'année.

On constate aussi la participation constante des associations à ces activités. Les associations des paysans et des femmes des deux communes jouent un rôle d'informateurs auprès des participants. Ils participent aux discussions sur le budget ou bien au choix des bénéficiaires pour telle activité, mais ils ne jouent pas de rôle central dans la construction d'un programme se basant sur les besoins et les demandes des paysans.

***Face à ces problèmes, les questions concernant les qualités des stratégies de lutte contre la pauvreté se posent.***

Le problème fondamental, selon moi, est en priorité la capacité administrative très limitée des responsables locaux. Dans la commune de Tu Ly, les responsables sont plus compétents que ceux de la commune de Xuan Phong, nous avons eu plus facile de collecter les données de plusieurs années. Dans la commune de Xuan Phong, il me semble que le système administratif des documents ne fonctionne pas de façon correcte, il est difficile de bien connaître les informations officielles de plusieurs années. Chaque fois que les personnes en charge de la collecte sont changées, les données sont égarées.

De plus, la manière de pratiquer les aides ne s'adapte pas encore avec le caractère de production des populations locales et le besoin réel de ces populations. L'assistance par le crédit en est un exemple typique. Notre analyse a bien montré que le besoin de crédits des populations reste très important malgré tous les efforts de la politique de crédit du Gouvernement pour les ménages pauvres. La réalité montre que, la plupart des ménages pauvres utilisent souvent leur crédit d'une façon inefficace et que finalement cela influence leur capacité de paiement des intérêts et du remboursement de la dette. C'est pourquoi les banques sont toujours hésitantes à accorder une grosse somme de crédit aux ménages pauvres ou vulnérables. Les associations paysannes jouent un rôle de caution mais leur capacité à suivre les crédits sont très faibles. Les ménages bénéficient de plusieurs aides, ces aides sont très diverses mais il n'y a toujours pas de lien entre elles. C'est pourquoi les résultats d'espérance ne sont toujours pas atteints.

Enfin, à cause de la confusion d'informations dans les activités des projets de lutte contre la pauvreté, les bénéficiaires ne connaissent pas leur droit, et cela a créé des discordances. Par exemple on organise une formation de broderie. Normalement le cours va durer un mois pour 15 participants. Mais les responsables de projets ont seulement donné deux jours de cours, le premier jour et le dernier jour de la formation. Les participants ont reçu une indemnité pour les deux jours mais ont du signer pour tous les jours du mois sans formation. Comment les responsables peuvent-ils agir ainsi? c'est parce les paysans sont passifs devant toutes les aides. Ils ne savaient pas qu'ils avaient le droit de suivre la formation jusqu'au bout et d'en bénéficier. D'ailleurs, comme ce projet vient de l'extérieur, les paysans n'en comprennent pas l'importance. Pour eux, le plus important est les deux jours d'indemnités qu'ils ont reçues et le temps qu'ils ont gagné pour faire autre chose pour survivre. En plus, les associations paysannes ne peuvent rien faire parce qu'ils ne sont pas au courant de ce qui s'est passé car, eux, ils coopèrent simplement avec l'autorité locale mais pas avec les paysans. Il me semble que parfois, les informations des projets sont bloquées pour servir l'intérêt de petits groupes d'élite.

### ***Est ce que les stratégies de lutte contre la pauvreté s'adaptent aux besoins des paysans?***

Malgré les impacts importants des programmes de lutte contre la pauvreté, il semble que les difficultés au niveau de la production restent encore considérables.

**Tableau 9 : Difficultés au niveau de la production rencontrées par les ménages étudiés**

	Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
Nombre de ménages manquant de crédit	60,00	66,67	86,67	80,00
Augmentation des maladies chez les plantes et les animaux	60,00	73,33	73,33	46,67
Basse qualité des semences	40,00	46,67	46,67	40,00
Manque d'eau pour l'irrigation	40,00	40,00	40,00	40,00
Manque d'engrais	33,33	46,67	26,67	60,00
Manque de techniques	33,33	26,67	46,67	46,67
Manque de personnes actives	26,67	13,33	20,00	26,67
Manque d'aliments pour l'élevage	33,33	26,67	33,33	53,33

Source: enquête 2010

Le tableau 9 montre que les difficultés des paysans restent toujours les mêmes par rapport à il y a 10 ans. Trois types de difficultés se retrouvent: le manque de crédit, le manque d'accès aux matières premières de bonne qualité à un prix correct et enfin le manque de techniques. On constate à travers le tableau que le manque de crédit reste encore important. Le taux de ménages non pauvres qui manquent d'accès au crédit est plus haut que celui des ménages pauvres.

Malgré tous les programmes mis en œuvre pour résoudre les problèmes des paysans, les résultats ne sont pas efficaces et les difficultés persistent.

Les ménages étudiés n'ont pas de solution de secours dans le cas ils doivent faire face à des risques inattendus. Selon notre enquête, les risques rencontrés par la majorité des ménages sont: la mort des buffles à cause du froid en 2009, les maladies aviaires, les maladies des porcs, le manque d'eau pour l'irrigation en 2010... Les paysans sont très passifs face aux risques. Selon eux, ils ne font rien quand ce type de risques arrive car ils n'arrivent pas à les prévoir. La meilleure solution pour eux est donc d'attendre les aides du gouvernement. Si avant les ressources forestières étaient un bon moyen pour les ménages de faire face aux risques, maintenant elles jouent encore un rôle mais moins efficace à cause la privatisation des terres forestières et la plantation des nouvelles forêts.

### **6. La privatisation forestière limite les capacités des paysans/minorités face aux risques**

La population ethnique montagnaise vivant dans ou périphérie des forêts dépendent des ressources forestières. Ces dernières sont considérées comme un point d'appui des petits paysans pour faire face aux risques inattendu.

Dans les régions montagneuses du Vietnam, les terres forestières sont considérées comme un actif de production important pour la réduction de la pauvreté. Les forêts servent non seulement de compte d'épargne pour les populations dans et aux alentours des forêts, mais elles procurent également une vaste gamme de produits de subsistance car elles servent de nourriture, de médicaments et de bois pour le feu pour les habitants, en particulier les minorités.

Toutefois, il me semble que les minorités perdent de plus en plus leur ressource de subsistance permanente après la privatisation des terres forestières selon la loi foncière. Cela a bien représenté dans les partages des paysans de deux communes étudiées.

Dans les deux communes étudiées, il existe deux types de terres boisées. Ce sont les forêts de production et les forêts de protection. Pour les forêts de production, les types de plants et le type d'exploitation dépendent de la décision libre des paysans. Concernant les forêts de production naturelle, le législateur entend encadrer strictement leur exploitation en fixant les obligations d'une exploitation raisonnable. La superficie boisée de production moyenne par ménage représente 0,39 ha sur la commune de Xuan Phong et 0,7 ha sur la commune de Tu Ly. Depuis 1998, les paysans ont reçu un certificat bleu stipulant leurs possessions en terres boisées.

Les forêts de protection comprennent des forêts naturelles et des forêts plantées. L'extraction est autorisée pour les arbres morts et ceux qui sont situés dans une zone dont la densité est supérieure au taux réglementé. L'exploitation des ressources non ligneuses se limite à des variétés de bambous et à d'autres

variétés végétales sauvages. Dans les deux communes étudiées, la superficie boisée de protection moyenne par ménage est de 1,35 ha sur la commune de Xuan Phong, et de 1,44 ha sur la commune de Tu Ly.

Dans la commune de Tu Ly, la superficie boisée moyenne par ménage pauvre est de 0,9 ha et dans la commune de Xuan Phong, elle est de 0,6 ha. Mais selon les paysans, les ménages pauvres ont souvent tendance à laisser leurs terres forestières en friche parce que leurs forêts sont trop éloignées de leurs villages et ils ont beaucoup de difficulté à les gérer et les protéger.

Les ménages pauvres, qui sont toujours en pénurie de nourriture et d'argent pour couvrir leurs besoins quotidiens et continuent de dépendre plus ou moins des produits forestiers naturels, sont plus intéressés par leurs besoins immédiats que ceux des 10 ou 20 prochaines années. De plus ils possèdent très peu de ressources à investir dans la plantation de forêts, à l'exception de la main-d'œuvre familiale.

Beaucoup de petits agriculteurs sont incertains quant à la façon de s'occuper des terres forestières qui leur sont allouées. Les plus aisés ont tendance à profiter rapidement des terres délivrées, tandis que les plus pauvres ou les minorités ethniques mettent du temps pour apprendre comment fonctionne le système, et les délais accordés pour la mise en valeur des terres sont alors souvent dépassés.

De plus, la biodiversité diminue à cause des nouvelles forêts plantées. Selon les paysans, on ne trouve plus que quelques types des produits non ligneux dans les forêts des communes comme par exemple les champignons noirs, les singes, les cerfs, les chevreuils. Le pâturage pour le bétail a aussi diminué à cause la privatisation des terres forestières et les nouvelles forêts. Le nombre de buffles a donc diminué. Les paysans doivent faire paître leurs buffles le long des champs ou dans leur jardin près de la maison

D'ailleurs, la répartition des terres boisées ne s'est pas faite de manière claire et les listes des ménages ayant reçu des terres forestières n'ont pas été publiées dans les communes étudiées. Au niveau des terres forestières, les paysans aisés avaient reçu plus de terres boisées que les ménages pauvres.

L'obtention du certificat de possession de terres forestières évite les conflits et les litiges dans la répartition des terres forestières. Les ménages sont très satisfaits parce qu'ils sont certains que personne ne peut prétendre à l'acquisition de leur terre. Toutefois, on remarque une évolution vers une différenciation croissante au sein des paysans. Une minorité de paysans a pu, par divers moyens, obtenir de grandes concessions et s'est enrichie visiblement. Alors que la majorité connaît de grandes difficultés pour tirer des bénéfices de cette réforme concernant les terres forestières. C'est une réalité très préoccupante, surtout du point de vue de l'évolution vers de nouvelles formes de pauvreté dans le village.

Le Gouvernement vietnamien donne aux paysans le droit de posséder des terres forestières sans prendre en considération le fait que les petits paysans, surtout les pauvres, ne peuvent pas exploiter et gérer convenablement leur forêt à cause d'un accès limité au crédit, aux techniques et aux infrastructures. Cependant, les paysans pauvres doivent faire face aux problèmes alimentaires à cause d'un manque de rizières. Dans deux communes étudiées, la superficie de terre cultivée moyenne par ménage est très basse à cause de sa topographie en pente. Elle représente 0,18 ha sur la commune de Xuan Phong et 0,34 ha sur la commune de Tu Ly. Comme les parcelles de rizières des ménages sont très exigües, éparpillées et en terrasse, il est donc très difficile de faire du remembrement pour mettre en place un système agro-forestier efficace. Il me semble que le fait de posséder des terres forestières donne aux paysans la possibilité de vendre leur terre pour avoir de l'argent rapidement et ensuite essayer de saisir de nouvelles occasions sur le marché du travail.

## **7. Conclusion**

Selon Peemans (2011), au Vietnam, au moment du *Doimoi*, il n'y avait théoriquement pas de pauvreté initiale sauf à dire que tout le monde était « pauvre », ce qui rejoint la rhétorique officielle et celle des bailleurs de fond. Mais en fait ce discours réduit à sa seule dimension de « pauvreté » monétaire tout un mode de vie, certes assez frugal et simple, partagé par tous, largement amélioré par rapport à l'époque coloniale, et qui n'empêchait pas la satisfaction des besoins fondamentaux, incluant l'accès à la santé et à l'éducation de base, et surtout un sentiment d'identité culturelle et de sécurité collective très fort.

Le problème des stratégies de lutte contre la pauvreté est qu'elles ne tiennent compte que des résultats quantitatifs mais mettent de côté les résultats qualitatifs. Le fait de choisir les bénéficiaires en basant sur le seuil de la pauvreté monétaire n'est pas juste au point de vue ethnique et cela a créé beaucoup de problème en réalité. Le mode d'exécution des projets de lutte contre la pauvreté rencontrent beaucoup de problèmes. Les informations des projets de lutte contre la pauvreté ne sont pas claires et ne circulent pas pour privilégier les personnes haut placées de la commune à la province. Les personnes en charge des

programmes de lutte contre la pauvreté ont des capacités limitées pour gérer ces activités et conserver les documents importants. Les représentants des paysans comme les associations paysannes n'ont pas de droit de suivi des projets et leur rôle reste très formalisé.

On a bien montré que les résultats des stratégies de lutte contre la pauvreté restent très fragiles, à la merci d'un changement dans les politiques étatiques ou des conditions du marché. Les aléas climatiques et épidémiques peuvent ruiner rapidement les efforts de plusieurs années. Les petits paysans se voient dans beaucoup de cas contraints d'abandonner tout ou une partie de leurs terres. Ils se transforment alors en locataires ou en travailleurs agricoles saisonniers. Dans tous les cas, l'impact combiné des politiques d'Etat et d'ouverture massive du marché ont abouti à une mise en dépendance de la majorité des populations à l'égard des aléas du marché. La sortie de la « pauvreté naturelle » non monétarisée s'accompagne de nouvelles formes de paupérisation totalement monétarisées et d'une différenciation sociale accélérée.

### **Bibliographie**

Edward, P. (2006). The Ethical Poverty Line : a moral quantification of absolute poverty. *Third World Quarterly*, 27(2), 377 - 393.

Houtard, F. (2005). *Le Sens de Lutte contre la pauvreté pour le néolibéralisme*. <http://www.cetri.be/spip.php?article496>.

Mestrum, F. (2002). *Mondialisation et pauvreté. De l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial*. Paris : L'Harmattan.

Peemans, J.-P. (2008). *Modernisation capitaliste et destruction de la paysannerie: quelle alternative pour le XXIème siècle ?* Rencontre Réseau Defensa Humanidad et Forum Mondial des Alternatives, Caracas, 13-19 octobre 2008.

Peemans, J.- P. (2011). Le discours sur le developpement rural face aux réalité du monde et de l'Asie du Sud est 1945-2010. *Etude et document du Graese* (1).